

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activité de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes Cedex

Prouvy, le 01/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE UNEAL

1 rue Marcel Leblanc
62223 Saint-Laurent-Blangy

Références : 2023-V1-239
Code AIOT : 0007002385

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2024 dans l'établissement SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE UNEAL implanté 2 ROUTE DE CANTIN 59151 ARLEUX. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE UNEAL
- 2 ROUTE DE CANTIN 59151 ARLEUX
- Code AIOT : 0007002385
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site UNEAL de Arleux, établissement classé SETI (Silo à Enjeux Très Importants) pour la région

Hauts-de-France du fait de la proximité des riverains, a été autorisé à poursuivre son exploitation, par arrêté préfectoral complémentaire du 25 juin 2008.

Le site dispose d'un accès aux berges du Canal de la Sensée et de postes de chargement des péniches, voie utilisée pour expédier les céréales.

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite terrain, une odeur fugace de gaz a été perçue au niveau des sécheurs du silo 1.

L'exploitant a indiqué que le réseau gaz était fermé dans cette partie du silo. Il est demandé à l'exploitant d'évaluer la concentration en gaz au niveau des sécheurs et de transmettre les résultats à l'inspection des installations classées.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Vérification des échéances de La requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
10	Dossier d'exploitation	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-I	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Sans objet
2	Caractéristiques des équipements	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1	Sans objet
3	Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Sans objet
5	Analyse du compte rendu de requalification	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	périodique		
7	Contrôle de la plaqued'identification des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI	Sans objet
8	Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2	Sans objet
9	Contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un inventaire des équipements sous pression a été réalisé et permet de connaître le parc d'équipements sous pression. Les échéances des contrôles réglementaires sur les équipements sont majoritairement dépassées. Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification periodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents charges de la surveillance des appareils a pression.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 21 mai 2024, l'exploitant a transmis une liste des équipements sous pression. La liste contient l'ensemble des champs prévus par la réglementation.</p> <p>Il y a lieu de relever que dans la colonne régime de surveillance, l'exploitant a indiqué une fréquence de surveillance. Cette colonne doit permettre de renseigner si l'équipement est suivi avec ou sans plan d'inspection. Observation n°1 : L'exploitant suivant ses équipements sans plan d'inspection, il y a lieu de l'indiquer dans la liste au niveau de la colonne « régime de surveillance ».</p>

N° 2 : Caractéristiques des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle sur site de la situation des Équipements sous pression

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples définis au I de l'article R.557-14-1 du code de l'environnement.

Constats :

L'exploitant détient et utilise des équipements pour ses circuits d'air comprimé qui sont utilisés pour le nettoyage et le décolmatage des dépoussiéreurs. Il s'agit donc de fluide de groupe II. Ainsi, sont concernés les récipients dont le produit PS x V de la pression maximale admissible PS par le volume V est supérieur à 200 bars litres, à l'exception de ceux pour lesquels V est au plus égal à un litre et PS au plus égale à 1 000 bars, et de ceux dont la pression maximale admissible est au plus égale à : a) 2,5 bars s'il s'agit d'appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; b) 4 bars pour les autres récipients.

Parmi les équipements de la liste, sont soumis les équipements suivants :

- ligne 3 : récipient X.PAUCHARD – fabriqué en 2005 – n° de série : X3489 – PS : 10,7 bar – Volume : 1000 L ;
- ligne 4 : récipient CTA – fabriqué en 2019 – n° de série : 19PV000946 – PS : 16 bar – Volume : 136 L ;
- ligne 5 : récipient CTA – fabriqué en 2019 – n° de série : 19PV000944 – PS : 16 bar – Volume : 136 L ;
- ligne 8 : récipient CORDIVARI – fabriqué en 2019 – n° de série : 96905 – PS : 11 bar – Volume : 900 L ;
- ligne 12 : récipient MECAIR – fabriqué en 2000 – n° de série : M023678 – PS : 8 bar – Volume : 38 L ;
- ligne 13 : récipient MECAIR – fabriqué en 2000 – n° de série : M023679 – PS : 8 bar – Volume : 38 L ;
- ligne 14 : récipient MECAIR – fabriqué en 1998 – n° de série : M070840 – PS : 8 bar – Volume : 30 L ;
- ligne 15 : récipient MECAIR – fabriqué en 1998 – n° de série : M070842 – PS : 8 bar – Volume : 30 L ;
- ligne 16 : récipient MECAIR – fabriqué en 1998 – n° de série : M070841 – PS : 8 bar – Volume : 30 L ;
- ligne 17 : récipient TURBO – fabriqué en 2007 – n° de série : 226191 – PS : 8 bar – Volume : 56,5 L ;
- ligne 18 : récipient X.PAUCHARD – fabriqué en 2008 – n° de série : 0120 080539 – PS : 10,66 bar – Volume : 200 L ;

Ne sont pas visés par la réglementation relative au suivi en service des équipements sous pression les équipements suivants :

- ligne 6 : récipient SEA – fabriqué en 2021 – n° de série : 2322563 – PS : 11 bar – Volume : 15 L ;
- ligne 7 : récipient SEA – fabriqué en 2021 – n° de série : 2322564 – PS : 11 bar – Volume : 15 L ;
- ligne 10 : récipient FDI – fabriqué en 2023 – n° de série : 6661 – PS : 6 bar – Volume : 11 L ;
- ligne 11 : récipient FDI – fabriqué en 2023 – n° de série : 6660 – PS : 6 bar – Volume : 11 L ;

- ligne 19 : récipient RONOT – fabriqué en 2010 – n° de série : 9914 – PS : 6,6 bar – Volume : 30 L ne contenant que de l'eau ;

Le récipient RONOT porte une plaque indiquant un fluide contenu « air + eau ». S'il contenait un mélange d'air et d'eau, ce dernier serait soumis à un suivi en service selon la réglementation applicable. Ce dernier étant utilisé pour du stockage d'eau sous pression, afin de clarifier le statut de récipient, il est demandé à l'exploitant de modifier le marquage de l'équipement pour indiquer que ce dernier ne contient que de l'eau. **Observation n°2 : il est demandé à l'exploitant de mettre à jour le marquage du récipient fabriqué par la société RONOT.**

Concernant les compresseurs référencés dans la liste, la partie compression n'est pas visée par la réglementation. En revanche les réservoirs d'air ou de mélange d'air et d'huile sont visés. Sur le compresseur KAESER, il a été constaté la présence d'un récipient de marque AIRCOM, fabriqué en 2005, de numéro de série 10807 de pression maximale admissible 16 bar et de volume 30 L. **Observation n°3 : ce récipient doit être ajouté à la liste des équipements sous pression et suivi conformément à la réglementation.**

S'agissant du compresseur de marque ELGI, il était en fonctionnement au moment de l'inspection et il n'a pas été demandé de procéder à son ouverture.

Observation n°4 : il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection les éléments relatifs à la présence d'un récipient à l'intérieur du compresseur (photo ou documentation technique) et, le cas échéant, de l'ajouter à la liste des équipements sous pression et de procéder aux contrôles réglementaires applicables.

Pour le décolmateur STOLZ, il n'a pas été constaté de bouteille accumulatrice propre, il semble que l'équipement ait été conçu pour accumuler l'air au sein d'un parallélépipède. Ce type de récipient ne correspond pas aux normes et codes de construction. En l'absence de plaque d'identification spécifique à cet accumulateur, il est demandé à l'exploitant de se rapprocher du fabricant et de transmettre l'ensemble des informations disponibles sur le décolmateur afin de statuer sur son statut administratif.

Observation n°5 : il est demandé à l'exploitant de transmettre l'ensemble des informations disponibles sur le décolmateur après échange avec le fabricant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Analyse du compte rendu d'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire

Prescription contrôlée :

I. - L'inspection périodique est réalisée :

- pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ;

- pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition.

II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique,

<p>mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.</p> <p>III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.</p> <p>Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.</p> <p>L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.</p>
<p>Constats :</p> <p>En l'absence d'inspection périodique réalisée sur le site, il n'a pas été possible de consulter un rapport relatif à ce contrôle (cf. point de contrôle n°4).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <p>1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;</p> <p>2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;</p> <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,</p> <p>Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p>
<p>Constats :</p> <p>Plusieurs équipements sont en retard d'inspection périodique:</p> <p>- ligne 4: récipient CTA – fabriqué en 2019 – n° de série: 19PV000946 – PS: 16 bar – Volume: 136L</p>

<p>échéance d'inspection périodique le 1er janvier 2022 ;</p> <p>- ligne 5: récipient CTA – fabriqué en 2019 – n° de série: 19PV000944 – PS: 16 bar – Volume: 136L</p> <p>échéance d'inspection périodique le 1er janvier 2022;</p> <p>- ligne 8: récipient CORDIVARI – fabriqué en 2019 – n° de série: 96905 – PS: 11 bar – Volume: 900L</p> <p>échéance d'inspection périodique le 1er janvier 2022;</p> <p>- ligne 12: récipient MECAIR – fabriqué en 2000 – n° de série: M023678 – PS: 8 bar – Volume: 38L</p> <p>échéance d'inspection périodique le 1er janvier 2003;</p> <p>- ligne 13: récipient MECAIR – fabriqué en 2000 – n° de série: M023679 – PS: 8 bar – Volume: 38L</p> <p>échéance d'inspection périodique le 1er janvier 2003;</p> <p>- ligne 14: récipient MECAIR – fabriqué en 1998 – n° de série: M070840 – PS: 8 bar – Volume: 30L</p> <p>échéance d'inspection périodique le 1er janvier 2001 ;</p> <p>- ligne 15: récipient MECAIR – fabriqué en 1998 – n° de série: M070842 – PS: 8 bar – Volume: 30L</p> <p>échéance d'inspection périodique le 1er janvier 2001;</p> <p>- ligne 16: récipient MECAIR – fabriqué en 1998 – n° de série: M070841 – PS: 8 bar – Volume: 30L</p> <p>échéance d'inspection périodique le 1er janvier 2001 ;</p> <p>- ligne 17: récipient TURBO – fabriqué en 2007 – n° de série: 226191 – PS: 8 bar – Volume: 56,5L</p> <p>échéance d'inspection périodique le 1er janvier 2010;</p> <p>- ligne 18: récipient X.PAUCHARD – fabriqué en 2008 – n° de série: 0120 080539 – PS: 10,66 bar – Volume: 200L</p> <p>échéance d'inspection périodique le 1er janvier 2011;</p> <p>Le récipient X.PAUCHARD (fabriqué en 2005 – n° de série: X3489 – PS: 10,7 bar – Volume: 1000L) semble, au vu des marques d'identité, avoir fait l'objet d'une requalification le 9 juin 2017, ce qui porte l'échéance maximale au 9 juin 2021.</p> <p>Fait avec suites n°1: les équipements listés ci-dessus n'ont pas fait l'objet d'une inspection périodique avant l'échéance de la périodicité maximale prévue par la réglementation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Analyse du compte rendu de requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.</p> <p>II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.</p> <p>III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans</p>

<p>un délai maximal de cinq jours ouvrés.</p> <p>La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.</p> <p>Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique.</p> <p>L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>IV.-Il est interdit :</p> <p>-d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ;</p> <p>-dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le récipient X.PAUCHARD (fabriqué en 2005 – n° de série : X3489 – PS : 10,7 bar – Volume : 1000 L) semble, au vu des marques d'identité, avoir fait l'objet d'une requalification le 9 juin 2017. Toutefois l'attestation n'est pas disponible.</p> <p>Les autres équipements n'ont pas fait l'objet d'une requalification périodique.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Vérification des échéances de La requalification périodique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ; - trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ; - six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ; - six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ; - six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les

conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;

- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.

Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.

Constats :

Plusieurs équipements sont en retard de requalification périodique:

- ligne 12: récipient MECAIR – fabriqué en 2000 – n° de série: M023678 – PS: 8 bar – Volume: 38L échéance de requalification périodique le 1er janvier 2010;
- ligne 13: récipient MECAIR – fabriqué en 2000 – n° de série: M023679 – PS: 8 bar – Volume: 38L échéance de requalification périodique le 1er janvier 2010;
- ligne 14: récipient MECAIR – fabriqué en 1998 – n° de série: M070840 – PS: 8 bar – Volume: 30L échéance de requalification périodique le 1er janvier 2008 ;
- ligne 15: récipient MECAIR – fabriqué en 1998 – n° de série: M070842 – PS: 8 bar – Volume: 30L échéance de requalification périodique le 1er janvier 2008;
- ligne 16: récipient MECAIR – fabriqué en 1998 – n° de série: M070841 – PS: 8 bar – Volume: 30L échéance de requalification périodique le 1er janvier 2008 ;
- ligne 17: récipient TURBO – fabriqué en 2007 – n° de série: 226191 – PS: 8 bar – Volume: 56,5L échéance de requalification périodique le 1er janvier 2017;
- ligne 18: récipient X.PAUCHARD – fabriqué en 2008 – n° de série: 0120 080539 – PS: 10,66 bar – Volume: 200L échéance de requalification périodique le 1er janvier 2018;

Le récipient X.PAUCHARD (fabriqué en 2005 – n° de série: X3489 – PS: 10,7 bar – Volume: 1000L) semble, au vu des marques d'identité, avoir fait l'objet d'une requalification le 9 juin 2017, ce qui porte l'échéance maximale au 9 juin 2027.

Les autres équipements n'ont pas encore atteint l'échéance de requalification périodique:

- ligne 4: récipient CTA – fabriqué en 2019 – n° de série: 19PV000946 – PS: 16 bar – Volume: 136L échéance de requalification périodique le 1er janvier 2029 ;
- ligne 5: récipient CTA – fabriqué en 2019 – n° de série: 19PV000944 – PS: 16 bar – Volume: 136L échéance de requalification périodique le 1er janvier 2029;
- ligne 8: récipient CORDIVARI – fabriqué en 2019 – n° de série: 96905 – PS: 11 bar – Volume: 900L échéance de requalification périodique le 1er janvier 2029;

Fait avec suites n°2: les équipements listés ci-dessus n'ont pas fait l'objet d'une requalification périodique avant l'échéance de la périodicité maximale prévue par la réglementation.

Observation n°6: il est demandé à l'exploitant de transmettre l'attestation de requalification périodique du récipient X.PAUCHARD réalisée en 2017. Ce document pourra être obtenu auprès de l'organisme ayant effectué le contrôle et joint au dossier d'exploitation de l'équipement.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Contrôle de la plaqued'identification des ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Prescription contrôlée : VI. - Les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par le présent arrêté, et le cas échéant par la notice d'instructions.
Constats : Les plaques d'identification des équipements listés ont été consultées. Il n'a pas été constaté d'incohérences manifestes. Toutefois, en l'absence de documentation technique exhaustive, il n'a pas été procédé à une comparaison de ces marques avec la documentation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Contrôle de l'état de l'équipement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Prescription contrôlée : [...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]
Constats : Les équipements listés ont été observés. Il n'a pas été constaté d'équipement dans un état extérieur dégradé. Toutefois, un état extérieur non dégradé ne peut garantir à lui seul une tenue à la pression de l'équipement. Seule la mise en œuvre régulière des contrôles réglementaires prévus est de nature à statuer sur l'état de l'équipement vis-à-vis de l'ensemble des modes de dégradation susceptible de concerner l'équipement. Ces périodicités ne sont, en l'état, pas respectées (cf. point de contrôle 4 et 6).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Contrôle des accessoires de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Prescription contrôlée : I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent

d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle.

A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.

Constats :

Il a été constaté la présence de soupape sur les équipements identifiés 3, 8 et 18, sans qu'il soit possible de constater les marques sur ces soupapes. L'exploitant indique que pour les autres équipements, la pression du circuit n'est pas susceptible de dépasser la pression de service des équipements car celui-ci est protégé par les soupapes des récipients accumulateurs.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Dossier d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-I

Thème(s) : Risques accidentels, Dossier d'exploitation

Prescription contrôlée :

I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques. Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :

- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;
- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;
- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage.

Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :

- pour tous les équipements : - la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ;
- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;
- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ; - en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;
- pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis ;

Constats :

L'exploitant ne dispose pas de dossier d'exploitation pour ses équipements. Certains documents sont disponibles pour certains équipements (schéma de construction) mais aucun équipement ne dispose d'un dossier d'exploitation complet.

Ce dossier d'exploitation devra être constitué pour réaliser les contrôles réglementaires pour lesquels des échéances dépassées ont été constatées.

Fait avec suites n°3 : l'exploitant ne dispose pas de dossier d'exploitation pour les équipements sous pression visés par l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois